



Distr.: GENERALE

ECA/DISD/CASD.8/98/8
15 mai 1998

NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité de coordination pour le
développement de la statistique en Afrique (CASD)

18-20 mai 1998
Addis-Abeba (Ethiopie)

**L'AVENIR DU CASD ET DE SON PROGRAMME
DE TRAVAIL**

I. INTRODUCTION

1. Le développement de la statistique continue de préoccuper profondément les Etats membres africains et leurs partenaires. Le Comité de coordination du développement de la statistique en Afrique (CASD) a toujours gardé cette question à l'étude depuis qu'il a été créé en 1992 par la Conférence des ministres responsables du développement économique et social et de la planification. Bien que des progrès considérables aient été accomplis, il reste encore beaucoup à faire.

2. La coopération internationale pour le développement de la statistique en Afrique a permis d'élaborer la Stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90, adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en 1992. Dans le cadre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique et de la Stratégie, le CASD s'est employé à coordonner les activités interorganisations et a aussi pris des initiatives pour promouvoir le développement de la statistique en Afrique.

3. En dépit des mesures prises et des progrès réalisés, les défis que pose le développement de la statistique en Afrique sont redoutables et on s'est toujours préoccupé de savoir si les stratégies et politiques adoptées étaient les bonnes et si le CASD avait un avenir. Le présent document, bien que n'étant pas une évaluation, porte sur certaines questions concernant l'avenir du CASD ainsi que sur les réalisations accomplies et l'étendue des tâches qui restent à entreprendre. La composition du CASD pour les deux prochaines années et les équipes spéciales qu'il est proposé de créer sont également examinées.

II. LE CADRE INSTITUTIONNEL DU CASD

4. Le Comité de coordination pour le développement de la statistique se compose de 9 pays africains choisis selon les critères de la répartition géographique et linguistique, 2 centres représentant le Programme de formation statistique pour l'Afrique, 8 organismes et donateurs bilatéraux et multilatéraux africains et non africains et le secrétariat (CEA). Initialement, c'était le Bureau de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (Comité de la statistique) qui représentait les pays africains au CASD. Le Président du CASD est élu parmi les membres.

5. Le CASD a été créé en application de la résolution 638(XXV) de la Conférence des ministres de la CEA, relative au Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique. Dans la résolution, la CEA était invitée à convoquer un groupe de travail composé d'organisations internationales pour "examiner et établir de façon plus détaillée les principes, objectifs et recommandations du Plan". Les organisations internationales ont été priées de se servir effectivement de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, du sous-comité du CAC de l'ONU sur les activités statistiques et la Commission de statistique en tant qu'arrangements institutionnels pour améliorer la coordination entre institutions internationales. En 1992, la Conférence des ministres a pris note de la création du CASD sous l'égide de la Commission et du Programme des Nations Unies pour le développement et a prié le Secrétaire exécutif de faire rapport, tous les deux ans, sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90.

6. La Division des services d'information pour le développement (DSID), chargée du développement de la statistique en Afrique, fait office de secrétariat du CASD et en est membre de plein droit.

7. La Conférence des ministres a en 1994 reçu de la Conférence commune le deuxième rapport intérimaire sur la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-

Abeba. La Conférence a noté avec satisfaction l'initiative prise par le CASD pour promouvoir le développement de la statistique dans la région grâce à la mise en place de capacités dans les domaines de l'organisation et de la gestion des services nationaux de statistiques, la recherche sur les méthodes, les normes et les sources de données, le traitement des données et la formation statistique. En 1996, la Conférence des ministres a reçu le troisième rapport intérimaire et a noté en particulier le rapport sur l'évaluation des besoins et le programme d'élaboration de la stratégie (NASD) qui étaient entrepris par le CASD. En 1997, la Conférence des ministres a décidé de se réunir tous les deux ans et le prochain rapport intérimaire lui sera soumis pour examen à sa réunion de 1999.

8. Ce qui procède montre clairement que la Conférence des ministres suit de très près les progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Le mandat du CASD et ses objectifs globaux ont en conséquence été formulés de manière à fournir l'information nécessaire pour le suivi et coordonner l'action des acteurs internationaux en vue du développement de la statistique en Afrique. Il convient de noter ici que la Conférence a, à partir de 1997, été remplacée par le Comité pour l'information sur le développement (CODI). Ce Comité assumera toutes les responsabilités du Comité de la statistique de la Conférence commune.

III. MODALITES POUR LA COORDINATION DES ACTIVITES DU CASD DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DU PLAN

9. Le CASD a essentiellement utilisé ses réunions annuelles pour élaborer des stratégies détaillées et coordonner la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. Il s'est intéressé en priorité aux domaines suivants : organisation et gestion des services statistiques nationaux, recherche sur les méthodes, normes et sources de données, traitement des données et formation statistique. Quatre sous-comités, un pour chacun des quatre domaines ont été créés par le CASD pour lui permettre d'examiner les questions de développement de façon globale et efficace. On s'attendait à ce que d'autres domaines, non explicitement traités dans le cadre de ces sous-comités, soient examinés lors des futures réunions du CASD.

10. La participation des membres du CASD à l'un quelconque des sous-comités était volontaire, obéissant à la nécessité d'assurer l'efficacité sur le plan opérationnel. De ce fait, les membres des sous-comités du CASD à l'origine ont été les donateurs ou organismes exécutant des activités dans les quatre domaines prioritaires ou participant directement à l'exécution desdites activités, ce qui présentait certains avantages : bonne connaissance du terrain de la part des principaux acteurs, leur passion pour le développement de la statistique, les contributions importantes qu'ils apportaient déjà, et le partage des connaissances

et des données d'expérience qui en résulte. Le problème était comment continuer à stimuler les activités des sous-comités et faire fructifier les nombreuses idées et propositions.

11. Avec le temps, on a trouvé que les sous-comités n'étaient pas efficaces et ils ont été abolis. Un nouveau CASD a été constitué avec un mandat révisé et une nouvelle composition. Dans le CASD nouvelle forme, des équipes spéciales ont été créées comme moyen d'exécuter les activités portant sur la coordination de la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba. A la différence des sous-comités, les équipes spéciales mèneraient des tâches déterminées et limitées dans le temps.

12. Le rôle du secrétariat est resté le même qu'il s'agisse du CASD original ou du CASD nouvelle forme. Le secrétariat planifie et organise les réunions du CASD et coordonne les activités auxquelles participent un ou plusieurs membres. Le secrétariat exécute directement les activités opérationnelles au niveau national, sous réserve de disposer de ressources extrabudgétaires provenant de donateurs bilatéraux et multilatéraux.

13. Le Bureau de la Conférence commune (Comité de la statistique) représentait les intérêts des Etats lors des réunions du CASD original. A l'heure actuelle, bien que certains aspects de la représentation sous-régionale subsistent, la

participation des Etats membres dépend de la capacité de l'Etat membre à participer activement aux travaux du CASD. Ainsi, concernant la représentation des pays africains, il est dit que cette représentation doit prendre en considération les critères suivants : “équilibre géographique et linguistique, niveau de développement statistique ainsi que des indications montrant que l'Etat membre peut lui-même financer en grande partie les activités statistiques”. A ce jour, l'expérience montre qu'un petit nombre seulement d'Etats membres ont participé aux réunions et activités du CASD.

14. La Journée de la statistique en Afrique, célébrée le 18 novembre de chaque année permet de sensibiliser les décideurs. Chaque année, le secrétariat choisit un thème et prépare des communiqués de presse et des affiches portant sur le thème, qui sont distribués aux Etats membres et aux membres du CASD. Cette célébration est une occasion pour les Etats membres de sensibiliser à l'importance ainsi qu'à la contribution de la statistique dans la planification et dans la prise de décisions.

15. Les divers contacts qui ont été établis entre les membres du CASD après les réunions ont parfois été très fructueux. Il faudrait cependant des contacts plus fréquents pour partager l'information et améliorer la coordination. Il y a eu récemment une amélioration des communications grâce au courrier électronique,

à l'établissement d'un site web du CASD, au lancement d'un Bulletin du CASD et aux réunions directes, qui sont toujours possibles à l'occasion des visites effectuées par les membres dans une des organisations membres.

IV. REALISATIONS DU CASD

16. Dans la première partie de ce document, on a indiqué que des questions ont été constamment soulevées en ce qui concerne l'avenir du CASD, en raison essentiellement des succès limités qu'il a enregistrés, de la tâche colossale qu'il doit entreprendre et des ressources limitées dont il dispose. Une évaluation numérique et qualitative donnerait une idée très claire de cette question mais bien qu'elle soit souhaitable, il ne serait pas pratique de s'y livrer au stade actuel. La seule option serait de passer en revue les réalisations du CASD au cours des six dernières années, plus précisément d'examiner dans quelle mesure le CASD a atteint ses objectifs et quel a été l'impact des actions menées.

17. Le CASD a, dans la poursuite de ses objectifs, obtenu des résultats remarquables. Six objectifs globaux ont été fixés (voir Annexe). Les résultats obtenus dans le cadre de chacun de ces objectifs donnent une idée du rôle joué par la CEA au cours des six dernières années.

- a) Procéder à un examen régulier des progrès d'ensemble réalisés par les pays africains dans la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90

18. Les données de base sur le stade de développement de la statistique dans la plupart des pays africains ont été obtenues au moyen d'une enquête effectuée dans 32 pays juste avant la réunion interinstitutions de 1990 sur la coopération en vue du développement de la statistique. Dans la stratégie pour la mise en oeuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique, il est dit que les données provenant de ces enquêtes montrent que les statistiques africaines ont pâti de la mauvaise gestion, d'un financement insuffisant, du retard mis à exécuter les produits, de la mauvaise qualité des données produites et de l'incapacité à satisfaire promptement les besoins en matière de données nouvelles. Cette affirmation résume le problème des statistiques africaines. Bien que le problème soit demeuré le même, des progrès ont cependant été réalisés dans la mise en oeuvre du Plan d'action.

19. La coopération interorganisations a très rapidement donné de bons résultats. Une réunion interorganisations qui a préparé la voie au CASD, a promptement défini les principes à suivre pour l'élaboration d'une stratégie pour le développement de la statistique en Afrique. La stratégie pour la mise en oeuvre

du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90 a, par la suite, été élaborée et adoptée par la Conférence des ministres de la CEA en mars 1992.

20. Sur le plan de l'impact, il faut noter que les donateurs et les Etats membres ainsi que les institutions universitaires utilisent largement la stratégie pour la planification du développement statistique en Afrique. La Stratégie a été utilisée par la CEA, des donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres organisations pour élaborer des descriptifs de projet, des documents directifs et des programmes de travail dans la région.

21. En outre, plusieurs rapports ont été élaborés dans le cadre des objectifs du CASD. Certains des rapports élaborés par la CEA et les autres institutions sont les suivants :

- i) Rapport sur l'enquête régionale portant sur l'organisation et la formation statistiques (CEA, 1996);
- ii) Directives pour l'évaluation des besoins (CEA, 1994);

- iii) Evaluation des besoins statistiques et élaboration de la Stratégie : l'expérience africaine (CEA, 1996);
- iv) Evaluation des besoins statistiques et planification : Etude des approches et des pratiques actuelles (Banque mondiale, 1995);
- v) Cadre pour le suivi du développement de la statistique en Afrique (CEA, 1995);
- vi) Enquête sur le développement de la statistique dans les pays africains (CEA, 1997);
- vii) Etude sur les activités statistiques dans les pays africains (CEA, 1997);
- viii) Pratiques les plus performantes en matière d'élaboration de plans de développement de la statistique (CEA, 1997).

22. Les enquêtes et rapports montrent que le CASD a maintenu le cap sur ses objectifs et entrepris des actions ayant pour objet de les atteindre. S'agissant de l'impact des actions, il est difficile de cerner le sujet mais on peut faire observer que les enquêtes ont permis de déterminer des domaines pour une action élargie. Par exemple, dans le domaine de la formation, des séminaires sur l'organisation

statistique ont été organisés par le Centre de Munich en Allemagne et par l'Institute for Statistics and Applied Economics de Makerere, Ouganda. D'autres organisations comme la FAO, le PNUD, la Banque mondiale, DFID etc. ont soit financé soit organisé une formation à l'intention des statisticiens. A la CEA, un poste nouveau de Conseiller régional en matière de gestion et d'organisation des systèmes statistiques nationaux, a été institué. En plus de cela, la Banque mondiale et le DFID ont fourni un appui à plusieurs pays africains pour des enquêtes d'évaluation des besoins. Dans un certain nombre de pays, les travaux effectués dans le cadre de l'évaluation des besoins ont débouché sur l'élaboration de plans nationaux pour le développement de la statistique. Les institutions bilatérales et multilatérales ont utilisé ces plans très avantageusement au cours de leurs consultations avec les Etats membres.

- b) Faciliter, avec les moyens à sa disposition, la mise en oeuvre d'actions concertées ayant pour objet d'harmoniser les systèmes et les méthodologies dans le domaine statistique; cette mise en oeuvre devrait être la première responsabilité des institutions nationales et régionales nationales mais devrait être appuyée par les institutions bilatérales et multilatérales pour autant que ces actions s'inscrivent dans le cadre des programmes de travail arrêtés

23. Les institutions régionales ont obtenu de bons résultats pour ce qui est de faciliter la coordination des actions pour l'harmonisation des systèmes et méthodologies statistiques. D'abord, la CEA a poursuivi vigoureusement l'application du nouveau Système de comptabilité nationale 1998 (SCN 1993) dans la région. Le secrétariat a fait une évaluation de l'application du nouveau Système et des repères concernant l'application du SCN 1993 dans la région ont été établis. La CEA a en conséquence organisé plusieurs stages de formation à l'intention des experts africains dans le domaine de la comptabilité nationale. En outre, l'autre institution régionale s'occupant de statistiques, AFRISTAT s'emploie constamment à améliorer les méthodologies pour les statistiques du secteur informel, l'application du SCN 1993 et l'harmonisation des classements et méthodologies.

24. Déjà, un certain nombre de pays parmi lesquels le Zimbabwe, le Ghana, la Côte d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont commencé à appliquer le Système de comptabilité nationale 1993 et plusieurs autres pays envisagent d'en faire de même.

25. Le CASD oeuvre aussi en faveur de l'établissement, à la CEA, d'un centre régional d'archivage de données sur les ménages, avec le soutien actif de la Banque mondiale. Le centre est appelé à être un point de diffusion des données d'enquêtes sur les ménages en Afrique et à encourager le recours aux pratiques

les plus performantes en matière de gestion, stockage et restitution des données d'enquête sur les ménages.

26. La coordination des actions ne sera effectivement assurée que si tous les membres du CASD participent aux réunions, partagent l'information et planifient ensemble. La participation des institutions nationales africaines, en particulier des services statistiques n'est pas très forte, depuis la création du nouveau CASD. Il serait utile d'en déterminer les raisons et de prendre des mesures pour remédier à la situation. Par ailleurs, une plus forte participation des institutions et l'inclusion d'un plus grand nombre de donateurs bilatéraux et multilatéraux auraient facilité l'adoption et la mise en oeuvre de mesures coordonnées.